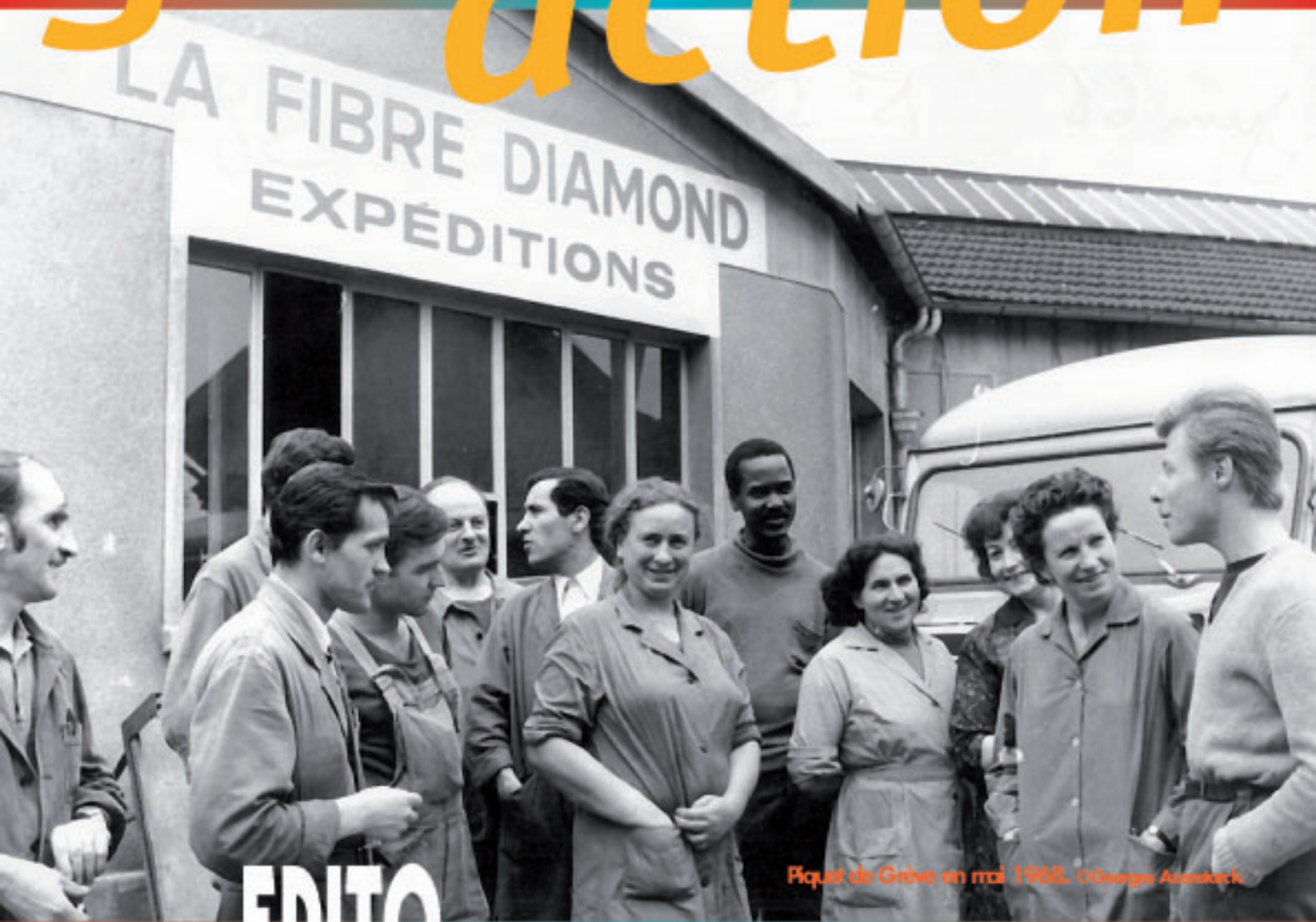


génération action



Piquet de Grève en mai 1968. ©George Atanack

EDITO

10 ans ça suffit ! scandaient les centaines de milliers de manifestants dans les rues.

1968, c'est le premier grand affrontement social depuis l'avènement de la 5^e République en 1958.

C'est la révolte contre l'ordre établi et un des plus grands mouvements sociaux de ce pays.

Il reste ancré dans la mémoire collective comme un moment marquant d'émancipation, d'égalité, de conquête de droits nouveaux dans tous les domaines.

C'est la référence à cet esprit et ces résultats que le Président Sarkozy veut gommer.

Je cite : " Les héritiers de Mai 1968 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, aucune différence entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de notes pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, et que surtout il ne fallait pas de classement. Que la victime comptait moins que le délinquant. " Il s'agit dit-il " de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétré ou liquidé une bonne fois pour toutes. "



Il choisit la revanche et l'allégeance au Medef dont leurs prédécesseurs du CNPF ont subi un magistral revers face à 10 Millions de salariés occupant les entreprises pendant cinq semaines.

Cet immense mouvement, qui a pris corps dans une multitude d'actions en 1967, a permis de déboucher sur des avancées sociales importantes.

Après la grève et la manifestation du 13 mai de République à Denfert-Rochereau auxquels 800 000 salariés et étudiants participent, les occupations d'usines se propagent.

La Seine Saint Denis compte 459 000 salariés. Majoritairement dans l'action, ils occupent des centaines d'entreprises.

Le 29 mai, pour participer à la manifestation parisienne de Bastille à Saint-Lazare, trois cortèges partiront de notre département :

- Aubervilliers : 30 000
- Montreuil : 15 000
- Saint-Ouen : 20 000

Fin mai, le constat de Grenelle porte essentiellement sur le relèvement de 35% du SMIG et de 10% des salaires, le paiement de 50% des jours de grève, la réduction du ticket modérateur de la sécurité sociale, mais aussi sur les droits syndicaux à l'entreprise, avec la reconnaissance de la liberté d'exercice du droit syndical sur le lieu de travail et l'organisation de syndicats

dans l'entreprise, la possibilité d'y avoir un local et des panneaux d'affichage, des crédits d'heures de fonctionnement, la protection des délégués.

Pour la CGT, la conception démocratique en matière d'élaboration revendicative et d'orientation stratégique contribuera à rénover la vie syndicale. Un courant d'adhésions suit : plus de 20 000 en Seine Saint Denis.

Une série de négociations dans les branches professionnelles et les entreprises compléteront les premiers acquis.

Quelques exemples significatifs en Seine Saint Denis vous sont présentés dans cet album agendas 2008.

Un postier que je connais bien et qui à vingt-et-un ans voit son salaire augmenter de 20% d'un mois sur l'autre ! "C'est d'la balle", dirait son fils aujourd'hui.

Et n'en déplaisent aux tenants du libéralisme et autres propagateurs du renoncement, le patronat du reconnaître le rôle de la consommation dans la croissance jusque dans les années soixante dix. Dès 1969 les profits augmentent de 26%.

Non décidément, l'avenir ce n'est pas travailler plus pour gagner plus, le nivellement par le bas, les privatisations, le contrat de travail unique, le service minimum et la remise en cause du droit de grève.

Bien au contraire, il faut augmenter les salaires et les pensions, développer les services publics, mettre en place un véritable statut du salarié et la sécurité sociale professionnelle, relancer ainsi le développement économique et l'emploi.

1968, c'est la preuve que l'on peut travailler moins en gagnant plus !

Après le rejet du plan Juppé sur les retraites en 1995, puis la lutte contre le CPE avec les jeunes, les manifestations anti Bolkestein, le NON français à l'Europe libérale, etc.

OUI décidément, l'esprit de Mai 1968 a de l'avenir.

Alain LEPERT

Secrétaire Général
Institut CGT d'Histoire Sociale
de la Seine St Denis

MAI 68 CARICATURÉ !

En date du 30 janvier 2008, l'IHS et la CGT écrivent à Patrick de Carolis, Pdg de France Télévisions, à la suite de l'émission "Droit d'inventaire" du 23 janvier, sur **FR3**, qui a traité de Mai 68.

" Cette émission n'est autre que caricatures et calomnies et n'a rien à voir avec un travail historique rigoureux. D'autre part, Jean-Louis Moynet, dirigeant de la CGT et négociateur de Grenelle, a été récusé 72 heures avant la diffusion de l'émission. "

LES MEDIAS PERSISTENT ET SIGNENT

Que ce soit sur **France 5** avec "Ripostes" en mars ou sur **Antenne 2** avec "1968" le 8 avril, ou bien **Canal Plus**, ils se sont donnés le mot. Ils traitent le sujet à partir de l'international, les heurts entre étudiants et CRS, et bien sûr de "l'incontournable anarchiste Cohn Bendit", qui comme chacun le sait, a fini sous les lambris, au nom du réalisme libéral.

Bien que l'on ne puisse cacher 9 à 10 millions de grévistes, vous ne saurez rien sur les importants acquis de la grève.

Encore plus fort, aucun responsable de la CGT ne sera invité sur les plateaux !

Quant à **TF1** et **M6**, silence total ! Qui a dit : " Il faut liquider l'héritage de Mai 68 " ? Cette année-là, on appelait l'ORTF "La Voix de son Maître" !

A. L.



Affiche de Mai 68 de l'Atelier des Beaux-Arts.



Georges Séguy protester dans l'unité et avec vigueur

Dans la nuit de vendredi à samedi Georges SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré :

« La C.G.T. suit avec une extrême attention et une vive émotion les événements graves du Quartier Latin.

Le gouvernement vient de publier un communiqué qui tend à faire porter aux étudiants la responsabilité des violences de cette nuit. Mais dans le même temps, sur son ordre, des forces de répression policières multiplient leurs brutautés contre les jeunes manifestants.

La C.G.T. proteste avec véhémence et indignation contre l'attitude du gouvernement ; s'il veut réellement éviter que la situation s'aggrave il doit retirer immédiatement ses forces de police du Quartier Latin, prononcer l'amnistie de tous les manifestants et condamnés et prendre en considération concrètement les revendications légitimes des étudiants et du monde universitaire qui correspondent vers de nombreux points à celles des travailleurs.

La C.G.T. appelle les travailleurs à protester dans l'unité et avec la vigueur qu'impose la situation contre l'attitude des pouvoirs et à préparer activement une puissante riposte populaire, décidée par les organisations syndicales ouvrières, d'étudiants et d'enseignants.

Elle leur propose à cet effet de tenir une réunion d'urgence (1).

(1) Une réunion demain au soir à 9 heures.

L'Humanité du 11 mai 1968.

BESOIN D'ARCHIVER

Sans archives,
il n'y a pas d'histoire possible.

Sans passé,
il ne peut pas y avoir d'avenir.
Mais sans archives, il n'y a pas
de travail d'histoire possible.

Les archives sont la preuve du passé.

Elles contribuent à témoigner
de la vérité des actes,
des événements, des orientations.

L'archive, écrite, orale,
audiovisuelle, électronique,
est la matière première de l'histoire. Elle est à
la fois essentielle

à la compréhension des évolutions passées
de la CGT

et à la construction
des transformations présentes
et futures.

Par manque de soins,
parfois de moyens,
aujourd'hui, des organisations
de la CGT n'ont pas,
ou très peu d'archives
sur leur activité passée.

Les militants qui maintenant
recherchent des repères
pour mieux analyser le présent,
souffrent de ces lacunes.

Ne laissons pas se perpétuer
ces pratiques.

Preons soin des archives CGT
à tous les niveaux de l'organisation.



" 1968 - Un mois de mai très occupé "
ALBUM à commander à l'IHS CGT 93
au prix de 15 euros
ou contacter Alain LEPERT au :
06 18 99 70 77.

CONTACT
avec l'IHS-CGT 93

au

01 48 96 36 40

06 87 83 53 90

06 18 99 70 77

Pour rejoindre l'IHS 93

Adhésion organisation : 50 euros - Adhésion individuelle : 10 euros

Nom..... Prénom..... Organisation.....

Adresse.....

..... Code postal..... Ville.....

Institut CGT d'histoire sociale de la Seine-Saint-Denis - 1, Place de la Libération 93000 BOBIGNY - Téléphone : 01 48 96 36 37